



Intervention du Mouvement des peuples naga pour les droits de l'homme (NPNDH) aux Nations Unies, New York, le 17 mai 2016, à la 15^{ème} session de l'Instance permanente sur les questions autochtones

Communication présentée par Neingulo Krome, secrétaire général du NPNDH

Les Naga sont l'un des peuples autochtones d'Asie qui était indépendant et souverain comme les Grecs des Cités États jusqu'à ce que les Britanniques les trouvent et envahissent leur terre en 1832. Ils ont lutté et résisté jusqu'à la conquête et la colonisation, en 1879, d'une partie de leur terre alors qu'une vaste région restait sans administration et libre de toute forme de gouvernance. Ainsi, quand la Commission statutaire britannique vint, en 1929, dans les monts Naga, les Naga soumirent leur premier document écrit demandant au gouvernement britannique de retirer leur région du *Reformed Scheme of India* dans lequel elle avait été incluse sans qu'ils le sachent et sans leur consentement et de laisser les peuples Naga décider pour eux-mêmes comme autrefois. Malheureusement, quand les Britanniques quittèrent le sous-continent indien, l'Inde occupa militairement le pays naga, le gouvernement britannique n'a jamais ouvert les yeux ni dit un mot pour établir la vérité.

Quand l'Inde est devenue indépendante les Naga refusèrent de se joindre à la nouvelle Union indienne et boycottèrent les premières élections générales de 1952. Les Indiens alors, en 1953, envoyèrent l'armée pour écraser les Naga. En conséquence, des villages entiers furent brûlés, les greniers, les récoltes, le bétail et les animaux domestiques ne furent pas épargnés. Des femmes furent violées, torturées et assassinées devant leurs familles et les villageois. La liste des méfaits est sans fin et inhumaine. Pour faire court sur une très longue histoire, nous dirons seulement que le conflit politique avec les autochtones Naga est connu comme l'un des plus longs d'Asie.

Depuis lors, il y eut de nombreux conflits, des accords de paix et plusieurs tentatives pour résoudre les conflits. Mais tous ont échoué à résoudre les problèmes et ont plutôt créé encore plus de conflits. Par exemple, le premier cessez-le-feu, effectif le 6 septembre 1964, et les premières négociations de paix qui eurent lieu entre les dirigeants naga et le gouvernement indien, ne résolurent rien et l'Inde, unilatéralement, rompit le cessez-le-feu.

La reprise des opérations militaires contre les Naga apporta plus de violence, de destructions, de douleurs et de souffrances humaines qui vinrent à la connaissance des Nations Unies. Leur secrétaire général d'alors, M. Boutros Boutros Ghali déclara : « *Il y a une grave situation des droits de l'homme au Nagaland* ». Cette révélation de la part des Nations unies et les déclarations faites par quelques généraux de l'armée indienne selon lesquelles le problème naga n'avait pas de solution militaire mais politique, conduisirent au second cessez-le-feu qui devint effectif le 1^{er} août 1997.

Il y a maintenant presque 19 ans que le second cessez-le-feu a pris place et que de nombreuses négociations politiques se sont tenues sans apporter aucune solution concrète. Malgré de nombreuses frustrations certains résultats positifs ont été acquis. Le 3 août 2015 un projet d'accord fut signé et le

Premier ministre indien a lui-même annoncé fièrement à la communauté internationale, à Dubaï, qu'un règlement final du problème naga pour la paix était en cours. Mais ceci ne s'est toujours pas produit.

Nous ne savons pas quand la solution de notre conflit, promise année après année, interviendra. Mais nous savons que l'Inde est infestée de toutes sortes de troubles sociaux et politiques là où vivent des peuples autochtones. De nombreux peuples autochtones, même dans le nord-est de l'Inde, revendiquent pour leurs droits et luttent pour eux. Le mouvement politique naga a souvent été qualifié de « mère de toutes les insurrections du nord-est de l'Inde » ce qui n'est pas tout à fait vrai en raison de la façon dont le gouvernement traite les peuples autochtones et leurs problèmes. Quoiqu'il en soit, personne ne veut vivre dans un monde troublé mais personne ne veut abandonner ses droits sans que soit respectée sa dignité. Par conséquent, presque tous les mouvements populaires en Inde observent comment ce pays va résoudre le problème naga. Si la solution est jugée « honorable et acceptable » il y a de fortes possibilités que d'autres mouvements autochtones avancent vers des solutions pacifiques ce que certains font déjà. Dans le cas contraire, il est probable que les situations, déjà troublées dans les régions autochtones, se détérioreront encore.

Mesdames et Messieurs, laissez-moi conclure en disant que les autochtones nagas ont :

- lutté contre et résisté à l'invasion coloniale des Britanniques pendant 47 ans ;
- subi le colonialisme pendant 68 ans ;
- connu toutes sortes de souffrances et d'humiliations pendant 50 ans supplémentaires sous l'occupation militaire de l'Inde ;
- expérimenté durant 19 années le cessez-le-feu et des négociations politiques durant lesquelles nous avons subi une guerre psychologique, des agressions dues au développement, la corruption et les divisions à tous les niveaux de la société tandis que l'énergie des partisans de la paix était consommée seulement par les efforts pour que le processus de paix survive.

Malgré tout ce qui a été écrit ci-dessus et au milieu de tous les troubles, nos terres et notre peuple ont été divisés par les États Nations de l'Inde et de la Birmanie (maintenant Myanmar) et, à l'intérieur de l'Inde entre les différents États du Nagaland, du Manipur, de l'Assam et de l'Arunachal Pradesh sans que nous en ayons été avertis ni consentants ce qui, en soi, est une manifestation de la politique coloniale du « diviser pour régner » imposée par la force.

Finalement, en lien avec les expériences des Nagas et des autres peuples autochtones du nord-est de l'Inde, qui sont communes à d'autres peuples en Asie et peut-être dans le monde entier, nous voulons dégager certaines questions communes à tous et faire des recommandations :

1. Les peuples autochtones d'Asie ont affronté des conflits de longue durée, commencés avec les pouvoirs coloniaux et maintenant poursuivis avec les États où sont situés leurs territoires. Pour résoudre ces conflits, les droits des autochtones à l'auto-détermination conformément aux articles 3 et 4 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones doivent être respectés afin qu'ils puissent déterminer librement leur statut politique et librement poursuivre leur développement économique, social et culturel.

2. Outre les conflits politiques, le développement des États agresse les territoires autochtones et empire leur situation. Les droits des autochtones à leurs terres, territoires et ressources sont garantis principalement dans les articles 26, 27, 28, 30 et 32 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones y compris leur droit de refuser les activités des forces armées sur leurs terres qui ne doivent être utilisées que pour prévenir ou résoudre les conflits liés à la terre.

3. Les frontières internationales ont divisé les peuples autochtones. Elles leur ont dénié le droit à maintenir et développer leurs contacts, relations, coopérations y compris leurs activités à but culturel, politique, économique ou social avec leurs propres membres ou avec d'autres peuples transfrontaliers comme l'exige l'article 36 de la Déclaration. Les États doivent prendre des mesures plus effectives pour appliquer ce droit en relation avec les peuples autochtones.

Merci.

Traduction pour le GITPA par Simone –Dreyfus-Gamelon